

**DIRECTION DES ACTIONS DE L'ETAT**

*Bureau de l'Environnement*

**ARRETE PREFECTORAL**

**du 3 juin 2008**

**fixant des prescriptions complémentaires  
à la société Groupement Pétrolier de Strasbourg (GPS) à Strasbourg  
au titre du livre V, titre 1<sup>er</sup> du Code de l'environnement**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION ALSACE  
PRÉFET DU BAS-RHIN**

- VU** le code de l'Environnement, notamment le titre I<sup>er</sup> du livre V,
- VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- VU** l'arrêté préfectoral du 15 novembre 1996 approuvant le SDAGE Rhin-Meuse,
- VU** l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2005 approuvant le SAGE Ill-Nappe-Rhin,
- VU** les circulaires du 8 février 2007 du ministère de l'écologie et du développement durable relatives respectivement, à la prévention de la pollution des sols et à la gestion des sols pollués pour les installations classées pour la protection de l'environnement et aux modalités de gestion et de réaménagement des sites pollués,
- VU** l'arrêté préfectoral du 29 novembre 1962 autorisant la société Raffinerie de Strasbourg à installer un dépôt aérien d'hydrocarbures liquides de 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> catégorie d'une capacité totale de 100 000 m<sup>3</sup> dans l'enceinte Ouest du Bassin aux pétroles agrandi, à Strasbourg,
- VU** l'arrêté préfectoral du 22 août 1968 portant renouvellement de l'autorisation de stockage du 29 novembre 1962 susvisée, partiellement périmée, et fixant à 97 200 m<sup>3</sup> la capacité de stockage actuelle,

- VU l'arrêté préfectoral du 7 avril 1976 autorisant la société Raffinerie de Strasbourg à porter la capacité du dépôt aérien d'hydrocarbures liquides du terminal portuaire de Strasbourg à 103 000 m<sup>3</sup> et modifiant l'arrêté du 29 novembre 1962,
- VU l'arrêté préfectoral du 21 septembre 1992 autorisant la société Groupement Pétrolier de Strasbourg à porter la capacité de son dépôt d'hydrocarbures sis au 24, rue de Rouen à Strasbourg, à 118 278 m<sup>3</sup>,
- VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 mars 2000 prescrivant des dispositions complémentaires (diagnostic initial et évaluation simplifiée des risques de pollution) au Groupement Pétrolier de Strasbourg à Strasbourg,
- VU le rapport d'évaluation simplifiée des risques de pollution référencé S3990120.0 établi par la société Ate-Geoclean en date du 5 décembre 2000,
- VU le courrier du Groupement Pétrolier de Strasbourg du 5 décembre 2001 annonçant la mise à l'arrêt progressive de ses installations,
- VU le mémoire de cessation d'activité référencé Rst714a/A.12583/C.804276 établi par la société Burgéap en date du 28 mai 2004,
- VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 août 2005 imposant à la société Groupement Pétrolier de Strasbourg la réalisation d'un diagnostic approfondi du sol et d'une étude détaillée des risques de son site sis au 24, rue de Rouen à Strasbourg,
- VU le rapport de diagnostic approfondi référencé S205022. 0 édition 2 établi par la société SITA Remediation en date du 15 septembre 2005 et ses annexes,
- VU le rapport d'étude détaillée des risques santé référencé S205022.0 version 2 établi par la société SITA Remediation en date du 19 décembre 2005 et les compléments apportés par la société GPS par courrier du 17 mai 2006 adressé à la Drire,
- VU le rapport d'étude détaillée des risques ressources en eau référencé S205022.0 version 2 établi par la société SITA Remediation en date du 20 février 2006,
- VU le rapport d'intervention référencé S1.07.0020/1/1 - Edition1, intitulé "Tests de faisabilité – Essais pilotes" établi par la société SITA Remediation en août 2007,
- VU le courrier de la société GPS en date du 5 décembre 2007 adressé à M. le Préfet du Bas-Rhin, présentant le **plan de gestion** de son site de Strasbourg complété par le document de présentation des travaux de SITA Remédiation remis le 26 février 2008 et par le courrier de la société GPS du 6 mars 2008,
- VU le rapport du 3 avril 2008 de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement chargée de l'inspection des installations classées,
- VU l'avis de la Commission Départementale compétente en matière d'environnement, de risques sanitaires et technologiques en date du 7 mai 2008,

**CONSIDÉRANT** la pollution des sols et des eaux souterraines par des hydrocarbures engendrée au droit de son site par les activités de stockage de la société GPS aujourd'hui à l'arrêt,

**CONSIDÉRANT** la présence d'hydrocarbures flottants sur le toit de la nappe phréatique sur la quasi-totalité des terrains et la nécessité de confiner cette pollution sur le site et de la traiter, afin qu'elle ne puisse plus générer d'impact sur la qualité des eaux souterraines à l'extérieur du site,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de traiter en parallèle les sols pollués afin qu'ils ne contribuent plus à alimenter la pollution des eaux souterraines,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de disposer d'un suivi de la dépollution, de ses effets sur la qualité des eaux souterraines, des effets de la barrière étanche sur l'accumulation voire le déplacement le long de cette barrière des hydrocarbures flottants éventuellement présents en amont du site,

**CONSIDÉRANT** l'usage futur du site (industriel) retenu par l'exploitant dans le cadre de la procédure de cessation d'activité,

**CONSIDÉRANT** que les travaux envisagés répondent à l'usage retenu et à la protection des intérêts visés par l'article L 511-1 du code de l'environnement,

**APRÈS** communication à la société GPS du projet d'arrêté,

**SUR** proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,

## **ARRÊTE**

### **Article 1 - CHAMP D'APPLICATION**

La société Groupement Pétrolier de Strasbourg (GPS), ci-après désignée par : « l'exploitant », dont l'adresse est : Tour TOTAL, 24 Cours Michelet, 92 800 PUTEAUX est tenue de se conformer aux prescriptions définies par les articles suivants.

### **Article 2 - MODIFICATIONS ET COMPLEMENTS APPORTES AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTERIEURS**

Les prescriptions concernant l'auto-surveillance des eaux souterraines définies ci-après se substituent à celles de l'article 41 de l'arrêté préfectoral du 21 septembre 1992.

### **Article 3 - ORGANISATION DES TRAVAUX**

L'exploitant engage les actions et les moyens répondant aux meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable pour maîtriser et diminuer, dans les meilleurs délais, la pollution du sol et de la nappe par des hydrocarbures.

Pour ce faire, il met en application les mesures définies dans le plan de gestion susvisé.

Notamment, préalablement au démarrage des travaux de traitement de la pollution et au plus tard à **l'échéance du 30 septembre 2008**, il met en place le dispositif de confinement du site prévu par le plan de gestion.

Les travaux de traitement visent à enlever les hydrocarbures flottants sur le toit de la nappe et à traiter les terres polluées jusqu'à une concentration en hydrocarbures totaux permettant d'éviter un relargage des hydrocarbures par lixiviation (la concentration retenue par le plan de gestion est de 5 000 mg/kg).

Les dispositions nécessaires sont prises pour que les travaux ne soient pas à l'origine de gaz odorants susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Les travaux n'engendrent pas de rejets d'effluents liquides à l'extérieur du site. La concentration en hydrocarbures totaux des eaux de nappe réinfiltrées après traitement répond à la double condition suivante :

- inférieure à la concentration en hydrocarbures totaux de la nappe au point d'infiltration,
- inférieure à 10 mg/l.

## **Article 4 - RESEAU DE SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES**

### **Article 4.1. Ouvrages existants (cf. plan ci-joint)**

Le réseau de surveillance au droit du site se compose des ouvrages suivants : Pzi1, Pzi4, Pzi6, Pzi7, Pzi8. Ces ouvrages seront remplacés en cas de détérioration pendant les travaux.

### **Article 4.2. Ouvrages supplémentaires (cf. plan ci-joint)**

L'exploitant complétera le réseau de surveillance défini à l'article 4.1 par l'implantation :

- de 3 nouveaux piézomètres situés à l'intérieur du confinement (Pzi2, Pzi3 et Pzi5) ;
- de 4 nouveaux piézomètres situés à l'extérieur du confinement (Pze1 et Pze2 en amont hydraulique, Pze3 et Pze4 en aval hydraulique) ;

Lors de la réalisation de forages, toutes dispositions seront prises pour prévenir toute introduction de pollution de surface. Des recommandations techniques figurent en annexe 2.

L'exploitant fait inscrire les nouveaux ouvrages de surveillance à la Banque du Sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM. Il recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci.

### **Article 4.3. Gestion du réseau de surveillance**

L'exploitant surveille et entretient les ouvrages de surveillance, de manière à garantir la protection de la ressource en eau vis à vis de tout risque d'introduction de pollution par leur intermédiaire.

En cas de cessation d'utilisation d'un ouvrage, l'exploitant informe le Préfet et prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines.

## Article 5 - PROGRAMME DE SURVEILLANCE

### Article 5.1 : Eaux souterraines

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur.

Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux normes de potabilité en vigueur.

**Avant le début des travaux puis pendant les travaux**, l'exploitant fait analyser les paramètres suivants, avec les fréquences associées :

Dénomination de l'ouvrage	Fréquence des analyses	Paramètre	
		Nom	Code SANDRE
Pzi1	Trimestrielle	Hydrocarbures dissous	2962
Pzi2		Benzène	1114
Pzi3		Toluène	1278
Pzi4		Ethylbenzène	1497
Pzi5		Xylène	1780
Pzi6		Benzo(a)pyrène	1115
Pzi7		Benzo(b)fluoranthène	1116
Pzi8		Benzo(k)fluoranthène	1117
		Benzo(ghi)pérylène	1118
		Indéno (1,2,3-cd) pyrène	1204
		2 methoxy 2 méthylpropane	
Pze1,Pze2, Pze3, Pze4	Trimestrielle	Présence d'hydrocarbures flottants	

Les paramètres Benzo(a)pyrène, Benzo(b)fluoranthène, Benzo(k)fluoranthène, Benzo(ghi)pérylène, Indéno (1,2,3-cd) pyrène ne seront plus analysés si, lors des 2 premières campagnes d'analyses, ils ne sont pas détectés (teneurs inférieures au seuil de détection).

**A compter de l'achèvement des travaux**, et en sus de la surveillance définie ci-dessus, l'exploitant vérifie mensuellement, pendant 12 mois, la réapparition d'une phase flottante dans les ouvrages Pzi1 à Pzi8 implantés au droit du site.

**A l'issue de cette période de 12 mois**, et en l'absence de nouveaux travaux de dépollution, la surveillance trimestrielle définie ci-dessus devient semestrielle et continue de porter sur les mêmes paramètres. Elle peut être réduite aux ouvrages Pzi3, Pzi4, Pzi5 et Pzi6 placés en limite aval du site. La surveillance de la présence d'hydrocarbures flottants dans les 4 ouvrages extérieurs au confinement est maintenue.

L'exploitant informe le Préfet du passage aux différentes phases de surveillance en le justifiant.

### Article 5.2 : Eaux de nappe réinfiltrées

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur.

L'exploitant prélève un échantillon d'eau avant rejet dans la tranchée de refoulement et pratique une analyse des hydrocarbures totaux **mensuellement**.

## Article 6 - SUIVI PIEZOMETRIQUE

Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site.

Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé **aux mêmes fréquences que celles fixées par l'article 5** pour la surveillance (trimestrielle puis semestrielle). L'exploitant joint alors aux résultats d'analyses une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.

## Article 7 - MESURES COMPARATIVES ET CONTRÔLES

**Sans objet**

## Article 8 - ACTIONS CORRECTIVES

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise, notamment celles de son programme d'auto-surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats présentent des écarts par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement.

## Article 9 - ANALYSE ET TRANSMISSION DES RESULTATS

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les résultats des analyses, accompagnés de commentaires, **avant le 15 du mois qui suit chacun des quatre trimestres de l'année** (15 janvier, 15 avril, 15 juillet, 15 octobre).

La transmission des résultats par voie électronique à l'adresse [autosurveillance.drire-alsace@industrie.gouv.fr](mailto:autosurveillance.drire-alsace@industrie.gouv.fr) est envisageable. Dans ce cas, l'exploitant conserve les documents sous format papier et les tient à la disposition de l'inspection des installations classées sur une durée de cinq ans.

Pour la présentation des résultats, l'exploitant pourra se reporter à l'annexe 2.

L'exploitant adresse au Préfet, **tous les quatre ans**, un bilan de l'auto-surveillance des eaux souterraines réalisée sur la période quadriennale écoulée, ainsi que les propositions de l'exploitant pour, le cas échéant, réexaminer les modalités de cette surveillance, notamment en termes d'évolution des fréquences de contrôle et des paramètres de surveillance.

Le bilan quadriennal comporte également la comparaison avec l'état des eaux souterraines à la fin des travaux ainsi que le positionnement de l'exploitant sur les enseignements tirés de cette comparaison.

## **Article 10 - BILANS**

**Pendant les travaux**, l'exploitant adresse au Préfet, **au plus tard le 1er mars de chaque année**, un bilan annuel de dépollution portant sur l'année précédente comprenant notamment :

- un état d'avancement par rapport au planning prévisionnel des travaux,
- un suivi des quantités de polluants extraites,
- une analyse du rendement du dispositif de traitement au regard des quantités d'hydrocarbures récupérées ou de terres traitées et de l'évolution de l'état des sols et des eaux souterraines,
- une analyse des dysfonctionnements des dispositifs de traitement et des mesures prises ou prévues pour y remédier,
- les justificatifs d'élimination des polluants récupérés,
- une synthèse portant sur les résultats de surveillance.

**Dans un délai de 1 mois après l'achèvement de la période de surveillance de 12 mois mentionnée à l'article 5.1.**, un compte rendu final des travaux établissant leur conformité avec les dispositions de l'article 3 est adressé au Préfet Ce compte rendu précisera notamment les restrictions d'usage s'appliquant au site.

## **Article 11 - MODIFICATION**

Toute modification apportée par le demandeur de nature à entraîner un changement notable des éléments du plan de gestion, devra être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

## **Article 12 – PUBLICITÉ**

Conformément à l'article 21 du décret du 21 septembre 1977 modifié, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles les prescriptions ont été prises et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la mairie de STRASBOURG et mise à la disposition de tout intéressé, sera affichée dans ladite mairie. Un extrait semblable sera inséré aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux.

## **Article 13 – FRAIS**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté seront à la charge de la société GPS.

## **Article 14 – DROIT DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## **Article 15 – SANCTIONS**

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application du chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du Livre V du Code de l'Environnement.

**Article 16 – EXECUTION - AMPLIATION**

- Le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,
  - la Sous-Préfète, Secrétaire générale adjointe chargée de l'arrondissement chef-lieu, et de la Politique de la ville,
  - le Maire de Strasbourg,
  - le Directeur départemental de la sécurité publique,
  - les inspecteurs des installations classées de la DRIRE,
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à la société GPS.

**LE PRÉFET,**

**Délai et voie de recours**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de STRASBOURG dans un délai de 2 mois à compter de la notification, par le demandeur, ou dans un délai de 4 ans à compter de la publication ou de l'affichage des présentes décisions par des tiers ou les communes intéressées (article L 514-6 du Code de l'Environnement).

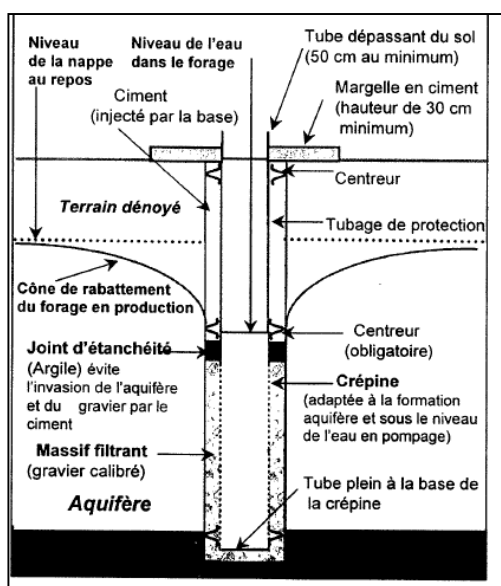


**Annexe 1 : Plan de localisation des piézomètres**

## Annexe 2

## Recommandations pour la réalisation des ouvrages de surveillance des eaux souterraines

- Afin d'éviter les infiltrations depuis la surface, la réalisation d'un forage doit s'accompagner d'une cimentation de l'espace interannulaire sur 1 m de profondeur, compté à partir du terrain naturel.
- Lorsque le forage doit traverser une nappe libre avant de capter une nappe captive, l'ouvrage est réalisé en deux étapes, avec aveuglement par cimentation réalisée au niveau de la couche imperméable séparant les deux aquifères. Après un temps de prise, le forage est poursuivi en diamètre réduit dans la nappe inférieure à capter.
- La tête du forage doit dépasser le terrain naturel d'au moins 50 cm ou être enterrée.
- La surface autour de la tête du forage doit être rendue étanche.
- Les ouvrages situés à l'extérieur des installations doivent comporter un dispositif de fermeture fiable pour empêcher toute ouverture en dehors des campagnes de prélèvements.
- Les boues de forage sont considérées comme des déchets et doivent donc faire l'objet d'un traitement en rapport.



*Schéma d'un forage et dispositions techniques associées*

## Annexe 3

IDENTIFICATION DU PIEZOMETRE						
Codification locale	N°BSS	Profondeur	Niveau piézométrique		Nivellement	
ANALYSES						
Fréquence	Date					
RESULTATS						
Code SANDRE	Nom du paramètre	Méthode	Unité	Résultat	Valeur limite	Origine de la valeur limite
COMMENTAIRES						